

A N N U A L R E P O R T

CANADIAN

CO-OPERATIVE

CREDIT

SOCIETY

1

9

8

7



SOCIÉTÉ

CANADIENNE DE

CRÉDIT

COOPÉRATIF

R A P P O R T A N N U E L



## CCCS: A BRIEF HISTORY

CANADIAN

The Canadian Co-operative Credit Society (CCCS) is the national financial facility for credit unions in Canada. Chartered federally in 1953 under the Cooperative Credit Associations Act, CCCS was established to provide liquidity for the credit union system in Canada, and today this remains the primary function of the organization. In 1977, CCCS equity was increased substantially, thereby strengthening the Society's financial position and solidifying its liquidity role. Also in 1977, amalgamation with the National Association of Canadian Credit Unions added development responsibilities to the list of CCCS functions. In particular, the Society coordinates, on a national scale, programs related to marketing, communications and government relations.

CO-OPERATIVE

CREDIT

SOCIETY

Forty-seven shareholder members provide direction for the development of CCCS policies and programs. As majority shareholders, provincial Credit Union Centrals hold sixteen of the eighteen directorships. Canadian financial co-operatives and consumer, producer and marketing co-operatives are represented by two directors.

## BREF HISTORIQUE DE LA SCCC

SOCIETE

La Société Canadienne de Crédit Coopératif, ou SCCC, est l'organisme national au service des caisses du Canada. La SCCC a obtenu une charte fédérale en 1953 en vertu de la *Loi sur les associations de coopératives de crédit*. Sa mission était alors de fournir des liquidités au mouvement des caisses au Canada, mandat qu'elle tient toujours aujourd'hui. En 1977, l'avoir de la SCCC s'est accru substantiellement, renforçant ainsi la situation financière de la Société et son rôle à titre de fournisseur de liquidités. En outre, en 1977, la fusion avec l'Association nationale des caisses d'économie canadiennes a accru les responsabilités de la SCCC, incluant le soutien au niveau national en matière de commercialisation, de communications, de relations gouvernementales et de développement des activités.

CANADIENNE DE

CREDIT

COOPÉRATIF

La direction se compose de quarante-sept membres-actionnaires qui s'occupent de l'élaboration des programmes et politiques de la SCCC. À titre d'actionnaires majoritaires, les centrales provinciales occupent seize des dix-huit postes d'administration. Les intérêts des deux autres principaux groupes, les coopératives financières et les coopératives de commercialisation, de consommateurs et de producteurs, sont représentés par deux administrateurs.



## REPORT OF

## THE BOARD

## OF DIRECTORS

## RAPPORT DU

## CONSEIL

## D'ADMINISTRATION

In my second report as Chairman of the CCCS Board of Directors, I will focus on several key areas in which Board decisions can be expected to have far-reaching impact on the credit union system as a whole. After all, as directors we are charged with representing the interests of 47 shareholder/member organizations that have a stake in maintaining a strong credit union organization at the national level.

CCCS performs four major functions on behalf of the credit union system. They are: liquidity management and provision; serving as the system's direct clearer in the Canadian Payments Association; representing credit unions in dealings with the federal government and serving as the national trade association for credit unions. I will provide details on only a few of the many activities which took place in these areas in 1987.

First, however, I would like to draw attention to a change in the composition of the Board of Directors. After careful study and deliberation by the Executive Committee in 1986, a resolution was passed by the delegate body at the 1987

Annual Meeting adjusting the size and representational structure of the Board. The full complement of 18 directors has been restored. Moreover, the number of representatives from the eight provincial central credit unions - which together hold 98% of CCCS' equity - has been increased from 14 to 16.

While each Central is guaranteed at least one representative, three benchmarks have been established to determine additional representation. A Central is entitled to appoint an additional director when its equity holdings in CCCS surpass \$5 million, \$15 million and \$35 million. The two non-Central directorships on the Board are appointed by the Society's co-operative shareholder/members. The new structure is reflected in the listing of the Board of Directors on page 5 of the annual report.

CCCS is primarily a liquidity facility. Since 1982, a liquidity management program has been in effect, setting out the obligations of Centrals to pool liquidity funds in CCCS and CCCS' corresponding obligation to manage these liquid funds and make them available to Centrals through lines of

**D**ans ce second rapport depuis que j'occupe le poste de président du Conseil de la SCCC, je me concentrerai sur quelques domaines cruciaux où le Conseil s'apprête à prendre des décisions qui auront sans doute d'importantes répercussions sur tout le mouvement des caisses en général. En tant qu'administrateurs, nous sommes chargés, après tout, de représenter 47 membres-actionnaires qui ont des intérêts dans le maintien d'un organisme fort au niveau national.

La SCCC assure quatre fonctions importantes au nom du mouvement des caisses. Son premier rôle est de gérer et de fournir des liquidités. La société agit également en tant qu'organisme de compensation directe du réseau au sein de l'Association canadienne des paiements, représente les caisses de crédit dans leurs rapports avec le gouvernement fédéral et constitue l'association nationale du mouvement des caisses. D'importantes activités ont eu lieu dans chacun de ces domaines en 1987.

J'aimerais cependant attirer votre attention tout d'abord sur un changement dans la composition du Conseil d'administration. Après que le Comité de direction s'était penché sérieusement sur la question en 1986, les délégués de l'Assemblée

annuelle de 1987 ont adopté une résolution modifiant la taille et la structure de représentativité du Conseil. Le nombre des administrateurs a été rétabli à 18. De plus, le nombre des représentants des huit centrales provinciales des caisses - qui détiennent ensemble 98 % du capital-actions de la SCCC - est passé de 14 à 16.

Bien que chaque centrale soit assurée d'avoir au moins un représentant, nous avons également instauré un mécanisme déterminant une représentation additionnelle. Une centrale a le droit de nommer un administrateur supplémentaire chaque fois que son avoir dans la SCCC dépasse 5 millions, 15 millions et 35 millions de dollars. Les deux administrateurs non choisis par les centrales sont nommés par les membres-actionnaires des catégories coopératives. La liste des membres du Conseil d'administration de la page 5 du présent rapport annuel reflète cette nouvelle structure.

La SCCC est avant tout une source de liquidités. Nous avons mis en vigueur, depuis 1982, un programme de gestion des liquidités définissant l'obligation des centrales à regrouper leurs liquidités au sein de la SCCC et l'obligation réciproque de la SCCC de gérer celles-ci et de les rendre disponibles aux centrales par le moyen de

credit. The liquidity program has worked effectively over the last five years. The Board now has decided that it is appropriate to formalize this liquidity program by codifying it into the Society's Bylaws. A resolution to that effect was passed by directors and by delegates to the Annual General Meeting in 1987.

Within the context of the Society's financial operations, this liquidity role is paramount. The Report on Financial Operations provides detail on CCCS' financial performance and the status of CCCS' liquidity in 1987. It outlines, more specifically, the events in December which were largely responsible for the poor financial results at year end. These events centred on a \$38 million loss incurred when a securities dealer was unable to honour its obligations to repurchase certain securities.

The Board appointed a special audit team to examine the events from an internal perspective. We will receive the report in spring 1988 and will consider immediately any recommendations the team may make.

marges de crédit. Ce programme de liquidités s'est avéré efficace au cours des cinq dernières années. Le Conseil juge maintenant à propos de codifier ce programme dans ses règlements. Une résolution dans ce sens a été votée par les administrateurs et les délégués à l'Assemblée générale annuelle de 1987.

Ce rôle de gestion des liquidités est de toute première importance pour l'exploitation financière de la société. Le Rapport d'exploitation fournit tous les détails de la situation financière de la SCCC et de l'état de ses liquidités en 1987. Ce Rapport relate de façon précise les événements de décembre qui sont en grande partie responsables des pires résultats financiers de l'exercice. Il s'agit principalement d'une perte de 38 millions de dollars entraînée par le défaut d'une maison de courtage de racheter certains valeurs mobilières.

Le Conseil a chargé une équipe spéciale de vérification d'étudier les événements du point de vue interne. Nous recevrons le rapport au cours du printemps de 1988 et prendrons immédiatement en considération leurs recommandations.

Du point de vue financier, le plan d'exploitation de la SCCC devra être ajusté pour tenir compte de ces nouvelles circonstances. Nous considérons

From a financial perspective, the CCCS Business Plan will be adjusted to reflect these new circumstances. Moreover, we consider it prudent to authorize no payment of dividend to shareholder/members until, at the latest, 1992 when the resulting deficit is expected to be fully recovered.

In the government relations area, the federal government's plans to "reregulate" the financial services industry remained at centre stage throughout 1987. Members of the Board joined CCCS management and Central representatives in numerous consultation sessions and formal presentations aimed at ensuring equal legislative treatment for CCCS and those Centrals covered by federal legislation. We have been assured of this by government officials, and we welcome the government's plans to introduce a new Cooperative Credit Associations Act in spring 1988, at the same time that it introduces new legislation for trust companies, banks and insurance companies.

par ailleurs prudent de ne pas autoriser le paiement de dividendes à nos membres-actionnaires avant 1992, lorsque ce déficit aura été complètement résorbé.

Dans le domaine des relations gouvernementales, l'intention du gouvernement fédéral de "ré-reglementer" l'industrie des services financiers est demeurée notre préoccupation principale en 1987. Les membres du Conseil se sont joints à la direction de la SCCC et aux représentants des centrales au cours de nombreuses sessions de consultation et présentations formelles visant à assurer un traitement législatif équitable de la SCCC et des centrales sous juridiction fédérale. Des représentants fédéraux nous ont assuré qu'il en serait ainsi et c'est avec plaisir que nous avons appris l'intention du gouvernement de présenter une nouvelle Loi sur les associations de coopératives de crédit au printemps de 1988, en même temps qu'il présentera ses nouvelles lois sur les sociétés de fiducie, les banques et les compagnies d'assurances.

Le gouvernement fédéral étudie également un autre point d'une importance extrême pour les caisses de crédit. Je veux parler du stimulant à la formation de capital coopératif. Cet adoucissement fiscal a pour but de promouvoir la croissance de

## REPORT OF

### THE BOARD

### OF DIRECTORS

Another matter of crucial importance to credit unions remains under consideration by the federal government. I am referring to the Co-operative Capital Formation Incentive (CCFI). This tax incentive is designed to promote equity growth in credit unions by granting co-operative investors a tax exemption similar to the capital gains tax exemption granted to investors in business corporations.

In the trade association or developmental area, two activities are particularly noteworthy because of their long-term importance to the system. Electronic banking is a critical service area and a "window of opportunity" for credit unions. The Board approved the signing of a special agreement with the U.S. - based PLUS System network that gives members of credit unions, whose Centrals have opted in, access to their accounts from more than 14,000 ATMs in four countries. In addition, the Board received a report from the ATM/EFTPOS Committee recommending participation by the credit union system in a pilot project to be conducted by INTERAC® members in 1989 to test the widespread

feasibility of electronic funds transfer at point of sale (EFTPOS).

Finally, Board members play an active role in liaison with CCCS' fellow co-operative and credit union trade associations at the national and international levels. Several directors were instrumental in the merger of the Co-operative Union of Canada and the Co-operative College of Canada to form a new umbrella organization for Canadian co-operatives - the Canadian Co-operative Association (CCA). Mr. Ian MacPherson will serve as the first chairman of the CCA's board of directors.

With respect to international liaison, CCCS was pleased to host the Annual Meeting of the World Council of Credit Unions in Toronto in 1987. At the meeting, I was appointed to the Membership Council of WOCCU and am currently serving as the council's second vice president.



Alex Gracie,  
*Chairman of the Board*

## RAPPORT DU

### CONSEIL

### D'ADMINISTRATION

l'avoir des caisses de crédit en accordant aux investisseurs coopératifs une exemption d'impôt semblable à l'exonération pour gains en capital accordée aux investisseurs des entreprises commerciales.

Mentionnons ici deux développements particulièrement intéressants pour leur effet à long terme sur son réseau. Les services bancaires électroniques constituent une composante critique du service offert par les caisses de crédit ainsi qu'une occasion merveilleuse pour le réseau. Le Conseil a autorisé la signature d'une entente spéciale avec le réseau américain PLUS, permettant aux membres des caisses dont les centrales participent au système d'avoir accès à leurs comptes à partir de plus de 14 000 guichets automatiques de quatre pays. Le Conseil a reçu également un rapport du Comité des guichets automatiques et virements électroniques de fonds au point de vente (GA/VEFTPV) recommandant la participation du réseau des caisses à un projet pilote qui sera entrepris par les membres du réseau INTERAC<sup>MD</sup> en 1989 pour mettre à l'essai l'efficacité générale des virements électroniques de fonds au point de vente.

Enfin, les membres du Conseil ont joué un rôle actif dans le maintien de bons rapports avec

les associations de coopératives et de caisses de crédit, aux niveaux national et international. Plusieurs de nos administrateurs ont contribué à la fusion de l'Union des Coopératives du Canada avec le Co-operative College of Canada afin de doter les coopératives canadiennes d'une nouvelle superstructure, la Canadian Co-operative Association (CCA). M. Ian MacPherson agira à titre de premier président du Conseil d'administration de la CCA.

Au niveau international, la SCCC a eu l'honneur d'être l'hôtesse de l'Assemblée annuelle 1987 du Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit (WOCCU), à Toronto. Au cours de cette assemblée, j'ai été nommé au conseil d'adhésion du WOCCU, en plus d'exercer présentement les fonctions de deuxième vice-président de cet organisme.



Alex Gracie,  
*Président du Conseil d'administration*

## BOARD OF DIRECTORS

Alex Gracie\*  
*Chairman*  
*Credit Union Central of Ontario*

Tod Manrell\*  
*First Vice-Chairman*  
*B.C. Central Credit Union*

Robert McVeigh\*  
*Second Vice-Chairman*  
*Credit Union Central of Nova Scotia*

Ed Benning\*  
*Credit Union Central of Alberta*

Norm Bromberger  
*Credit Union Central of Saskatchewan*

Bob Campbell  
*Credit Union Central of Alberta*

Ed Grad  
*Credit Union Central of Ontario*

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Warren Hanstead†  
*Credit Union Central of Ontario*

Henry Jansen†  
*B.C. Central Credit Union*

Hervé Lanctôt†  
*CUMIS*

Ian MacPherson\*  
*B.C. Central Credit Union*

Joe Martin  
*The Co-operators*

Malcolm McKenzie†  
*Credit Union Central of New Brunswick*

George Sawatzky†  
*Credit Union Central of Manitoba*

Peter Schurman  
*Credit Union Central of P.E.I.*

Cecil Semchyshyn\*  
*Credit Union Central of Manitoba*

Trevor Shepstone  
*Credit Union Central of Saskatchewan*

Les Tendler\*  
*Credit Union Central of Saskatchewan*

\* Executive Committee  
*Comité de direction*

† Audit & Finance Committee  
*Comité de vérification*

## SHAREHOLDER MEMBERS

**Credit Union Organizations**  
**Organismes de caisses d'épargne et de crédit**

B.C. Central Credit Union  
 Credit Union Central of Alberta  
 Credit Union Central of Manitoba  
 Credit Union Central of New Brunswick  
 Credit Union Central of Nova Scotia  
 Credit Union Central of Ontario  
 Credit Union Central of PEI  
 Credit Union Central of Saskatchewan  
 National Association of Canadian Credit Unions/  
     L'Association Nationale des Caisses d'Économie  
     Canadiennes

**Financial Co-operatives**  
**Coopératives financières**

Canadian Alternative Investment Cooperative  
 Canadian Cooperative Agricultural Financial Services  
 Canadian Cooperative Leasing Services  
 Co-operative Superannuation Society  
 CUMIS General Insurance Company/Compagnie  
     d'assurance générale CUMIS  
 CUMIS Insurance Society, Inc.  
 CUMIS Life Insurance Company/La compagnie  
     d'assurance-vie CUMIS  
 CUNA Mutual Insurance Society/  
     La Société d'assurance CUNA Mutuelle  
 Co-operators General Insurance Co.  
 Co-operators Life Insurance Company  
 Ontario Co-operative Agricultural Financial Services

## MEMBRES ACTIONNAIRES

**Consumer, Producer and Marketing Co-operatives**  
**Coopératives de consommation, de production et de vente**

ACA Co-operative Association Limited  
 Alberta Wheat Pool  
 Canadian Co-operative Implements Limited  
 Canadian Farm Management Co-operative  
 Co-op Atlantic/Coop Atlantique  
 Cooperative Energy Development Corporation  
 Coopérative fédérée de Québec  
 Co-operative Housing Foundation of Canada/  
     La Fondation coopérative d'habitation du Canada  
 Farmers Co-operative Dairy Limited  
 Federated Co-operatives Limited  
 Fogo Island Co-operative Society  
 Gay Lea Foods Co-operative Limited  
 Interprovincial Cooperative Limited  
 Manitoba Pool Elevators  
 Saskatchewan Wheat Pool  
 Scotian Gold Co-operative Limited  
 United Co-operatives of Ontario  
 United Farmers of Alberta Co-operative Limited  
 United Grain Growers Limited  
 United Maritime Fishermen Co-op/  
     Pêcheurs Unis des Maritimes  
 Western Co-operative Fertilizers Limited  
 XCAN Grain Ltd.

**International Financial Co-operatives**  
**Coopératives financières internationales**

COLAC  
 (Confederacion Latinoamericana de Cooperativas de  
     Ahorro Y Credito)  
 Co-operative Bank Limited (Great Britain)  
 DG Bank (Deutsche Genossenschaftsbank)  
 GZB Vienna (Genossenschaftliche Zentralbank AG)  
 United States Central Credit Union

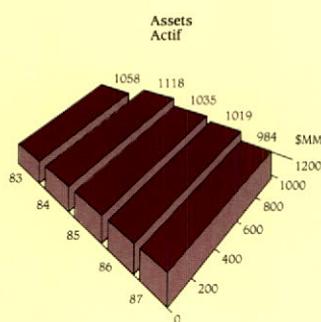
## REPORT ON



## FINANCIAL



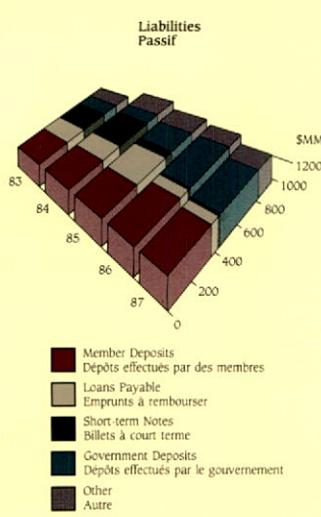
## OPERATIONS



## RAPPORT



## D'EXPLOITATION



**B**usiness year 1987, for the purpose of analysis, can be divided into two segments - before and after December 11, 1987. On that date, a securities dealer defaulted on an obligation to purchase securities (mainly federal Treasury Bills) for the full amount specified in a purchase and resale agreement. The general result was the transformation of a successful year into one of disappointing financial results.

Through the first forty-nine weeks, CCCS had been performing ahead of financial expectations and goals, as outlined in its five-year Business Plan 1986 - 1990. The Society had been expecting to report a nominal profit. Instead, the Society has reported a \$28.1 million loss in 1987.

The total amount of the brokerage firm's default was established at \$38 million. Of this total, \$30 million resulted from the December 11 default and \$8 million from a transaction due on January 5, 1988, that was closed out prior to year end 1987 as a result of the earlier default.

Subsequently, negotiations took place with the Toronto Stock Exchange (TSE), which oversees

the brokerage industry, and the National Contingency Fund (NCF), which protects the funds of brokerage clients. In an agreement, signed on December 16, 1987, CCCS agreed to subordinate its creditor position to that of the brokerage firm's retail clients, in order to provide for an orderly liquidation. (Most of its assets were later sold and the operations folded into a larger brokerage firm.) The NCF agreed to pay \$10 million to CCCS. To determine the circumstances behind the default, the TSE launched an investigation into the brokerage firm's conduct of business throughout 1987 that led to its severe undercapitalization.

CCCS' five-year Business Plan has been adjusted and extended to 1992, using 1988 as the base year for targets and goals. All earnings will be directed towards retirement of the deficit during this period.

The graphs accompanying this report illustrate the Society's performance in several key financial categories. Assets declined slightly, but still remain close to one billion dollars. The general reserve was allocated to offset some of the year-

**L'**exercice 1987 peut se diviser, pour les besoins d'analyse, en deux périodes distinctes : celles d'avant et d'après le 11 décembre 1987. C'est à cette date, en effet, qu'une maison de courtage a manqué à son obligation d'acheter des valeurs (des bons du Trésor, pour la plupart) au plein montant spécifié dans l'entente d'achat et de revente. Le résultat global de ce manquement fut la transformation d'un exercice financièrement réussi en un exercice aux maigres résultats.

Au cours des 49 premières semaines, la SCCC avait dépassé ses prévisions budgétaires et les objectifs financiers de son plan d'exploitation quinquennal 1986-1990. La société se préparait à rapporter un bénéfice, au lieu de qui elle a dû enregistrer une perte d'exploitation de 28,1 millions de dollars pour 1987.

Le montant total du manquement de cette maison de courtage a été établi à 38 millions de dollars. De ce montant, 30 millions résultent du manquement de 11 décembre et 8 millions d'une transaction échue au 5 janvier 1988 et qui a été conclue avant la fin de 1987 par suite du précédent manquement.

Des négociations ont ensuite eu lieu avec la Bourse de Toronto, organisme de réglementation

de l'industrie du courtage, et avec le Fonds national de prévoyance (FNP), chargé de la protection des fonds des clients des courtiers. Dans une entente signée le 16 décembre 1987, la SCCC a consenti à subordonner sa position de créateur à celle des clients détaillants de la maison de courtage, permettant ainsi la liquidation méthodique. (La plupart des avoirs de cette société ont par la suite été vendus et son exploitation a été intégrée à celle d'une plus importante maison de courtage.) Le FNP a consenti à payer 10 millions de dollars à la SCCC. Afin d'éclaircir les circonstances de ce manquement, la Bourse de Toronto a lancé une enquête sur les pratiques commerciales de cette maison de courtage au cours de 1987 qui l'ont amenée à cette grave insuffisance de capital.

L'affaire a nécessité des modifications au plan d'exploitation quinquennal de la SCCC. Sa date d'échéance a été reportée à 1992, l'exercice 1988 constituant le nouvel exercice de référence pour ses buts et objectifs. L'ensemble des bénéfices de cette période iront à la résorption du déficit.

Les graphiques de ce rapport illustrent les effets du rendement de la société sur plusieurs catégories financières. Notre actif a quelque peu baissé, mais demeure toujours aux environs d'un

end loss. Leverage (debt to equity) has risen to 9.5:1, but still remains below the Society's approved level of 14:1.

In keeping with the goals of the five-year Business Plan, the Society's liabilities remain heavily weighted towards government deposits and deposits from provincial Centrals. In 1986, the Board ordered a curtailment to CCCS' lending activities, with new loans to be extended only via lines of credit to provincial Centrals and AgriFinance, the Society's agricultural affiliate. Conversion of the loan portfolio to liquidity qualifying assets continued in 1987. The financial target in the Business Plan (\$39.5 million) was exceeded by approximately \$5 million.

The Society's investment strategy continued to focus on short-term instruments and emphasize matching. Fixed-rate bonds comprise about 1.2% of CCCS' total assets, and the balance sheet is almost fully matched.

The primary role of CCCS is to serve as the liquidity facility for the credit union system. This entails liquidity management and the extension of

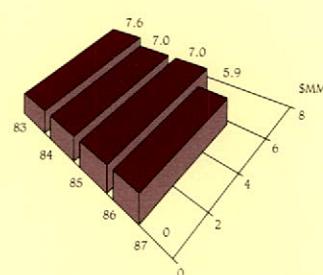
lines of credit to Central shareholders for the provision of funds. The default by the brokerage firm did not and will not impair CCCS' ability to fulfill this role.

Guidelines which have been in effect since 1983 establish the minimum amount which CCCS must maintain as a national liquidity pool. This minimum amount is equal to 2% of the total assets of all local credit unions affiliated with provincial Centrals. CCCS has consistently exceeded this minimum requirement by a substantial margin, and 1987 was no exception. The five-year Business Plan actually called for CCCS to hold liquidity equal to 2.2% of system assets at year end, and this target was met.

Operating liquidity totalled \$675 million at year end. CCCS liquidity is complemented by provincial liquidity pools. Provincial Centrals, by mutual agreement, hold a minimum of 6% of the total assets of their member credit unions in liquid form. The result is a total year-end liquidity pool of \$2.7 billion administered by national and provincial credit union organizations.



Reserves  
Réserves



milliard de dollars. Nous avons effectué le virement des réserves pour atténuer la perte de fin d'exercice. Le ratio d'endettement a atteint 9,5:1, mais reste toujours inférieur au maximum prescrit de 14:1 de la société.

Conformément aux objectifs de notre plan d'exploitation quinquennal, le passif de la société se compose en grande partie de dépôts du gouvernement et de nos centrales provinciales. En 1986, le Conseil a ordonné la réduction des activités de prêt de la SCCC, les nouveaux prêts n'étant consentis que sous forme de marges de crédit aux centrales provinciales ainsi qu'à notre société agricole affiliée, AgriFinance. Nous avons continué à convertir notre portefeuille de prêts en biens plus liquides en 1987. L'objectif financier du plan d'exploitation (39,5 millions de dollars) a été dépassé d'environ 5 millions de dollars.

La stratégie de placement de la société a continué de se concentrer sur des effets à court terme et sur l'équilibre financier. Environ 1,2 % de l'actif total de la SCCC est composé d'obligations à taux fixe, et notre bilan est presque parfaitement équilibré.

La SCCC est d'abord et avant tout la source de liquidités de son réseau de caisses de crédit.

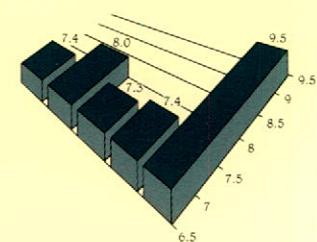
Elle doit à ce titre veiller à la gestion des liquidités et à l'ouverture de marges de crédit à ces centrales actionnaires pour les approvisionner en fonds. Le manquement de la maison de courtage n'a eu et n'aura aucun effet sur la capacité de la SCCC à remplir ce rôle.

Des directives en vigueur depuis 1983 fixent le montant minimal que la SCCC doit maintenir dans son consortium de liquidités. Ce montant est de 2 % de l'actif total de toutes les caisses de crédit affiliées aux centrales provinciales. La SCCC a constamment dépassé cette exigence minimale par un forte marge, et l'exercice de 1987 n'a pas échappé à cette règle. Le plan d'exploitation quinquennal prévoyait que la SCCC détiendrait des liquidités égales à 2,2 % de l'actif du réseau à la fin de l'exercice et cet objectif a bien été atteint.

Nos liquidités d'exploitation s'élèvent à 675 millions de dollars en fin d'exercice dépassaient le minimum requis par des directives. Les liquidités de la SCCC se complètent des consortiums de liquidités provinciaux. Les centrales provinciales se sont entendues pour détenir au moins 6 % de l'actif total de leurs caisses de crédit membres sous forme liquide. Il en résulte un consortium total de liquidités s'élèvant à 2,7 milliards de dollars en fin



Leverage: Debt/Equity  
Levier: Passif/avoir des membres



## REPORT ON



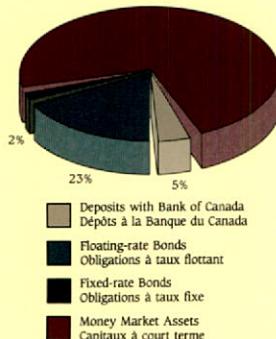
### FINANCIAL



### OPERATIONS



Composition of Liquid Assets  
as at December 31, 1987  
Composition des Liquidités  
au 31 décembre 1987



The composition of CCCS' liquid assets is illustrated in the accompanying chart. Money market investments are restricted to short-term, highly liquid investments; including Government of Canada Treasury Bills, bankers' acceptances and commercial paper of high quality, issued by corporations with DBRS ratings at or above R-2 (high).

Government deposits enter the CCCS balance sheet in two fashions. CCCS is a member of the Canadian Payments Association (CPA) and serves as direct clearer on behalf of four Centrals that comprise the clearing group - the centrals of British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Ontario. As a result of this direct clearer status, CCCS automatically receives a percentage of the deposits made by the government in financial institutions. These funds are maintained on account at the Bank of Canada. Daily forecasting of Receiver General activity by CCCS staff attempts to maximize return on these deposits and has contributed to better use of these funds and improved financial results in this area in 1987.

The second source emerges from a tendering process applied to the bulk of government deposits. More than 60% of the government's deposits are tendered for bid, usually on a weekly basis, among the CPA's 15 direct clearers.

Under an agreement signed in 1987, the four Centrals that are CCCS clearing group members also bid on these tendered government deposits. They submit their bids to CCCS. New guidelines established by the CCCS Board in 1987 have given the Centrals increased access to these tendered deposits within the confines of clearly delineated policies.

## R A P P O R T



### D'EXPLOITATION



d'exercice et qui est gérée par les organismes de caisses de crédit provinciaux et national.

La composition des liquidités de la SCCC est illustrée dans le tableau ci-contre. Nos placements sur le marché monétaire se limitent à des placements à court terme très liquides qui comprennent des bons du Trésor du gouvernement du Canada, des acceptations de banque et des effets financiers de haute qualité émis par des sociétés détenant une cote DBRS d'au moins R-2 (élevée).

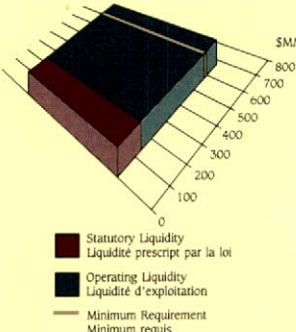
Les dépôts du gouvernement apparaissent dans notre bilan sous deux formes distinctes. La SCCC est membre de l'Association canadienne des paiements (ACP) et agit à titre d'agent de compensation directe des quatre centrales membres qui constituent son groupe de compensation: celles de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario. En tant qu'agent de compensation directe, la SCCC reçoit d'office un pourcentage des dépôts effectués par le gouvernement dans les institutions financières. Ces fonds sont déposés dans un compte à la Banque du Canada. Le personnel de la SCCC établit des prévisions quotidiennes de l'activité du receveur général du Canada afin de maximiser le rendement de ces dépôts. Ces prévisions ont contribué à une

meilleure utilisation de ces fonds et à des résultats financiers améliorés dans ce domaine en 1987.

La deuxième source de ces dépôts est le processus d'appels d'offres auxquels sont soumis la plupart de dépôts gouvernementaux. Plus de 60 % de ceux-ci sont offerts par le biais d'appels d'offres, généralement sur une base hebdomadaire, aux 15 agents de compensation directe de l'ACP.

Selon une entente signée en 1987, les quatre centrales membres du groupe de compensation de la SCCC participent à ces appels d'offres. Elles soumettent leurs offres à la SCCC. De nouvelles directives établies par le Conseil de la SCCC en 1987 ont donné aux centrales un accès plus grand aux appels d'offres de ces dépôts, dans le cadre de politiques bien définies.

Liquidity  
as at December 31, 1987  
Liquidités  
au 31 décembre 1987



## AUDITORS' REPORT

To the Members of Canadian Co-operative Credit Society Limited:

We have examined the balance sheet of Canadian Co-operative Credit Society Limited as at December 31, 1987 and the statements of operations, general reserve, deficit and changes in financial position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Society as at December 31, 1987 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

*Deloitte Haskins + Sells*

DELOITTE HASKINS & SELLS  
Chartered Accountants  
Toronto, Canada  
March 10, 1988

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Limitée

Nous avons vérifié le bilan de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Limitée au 31 décembre 1987 ainsi que les états des résultats d'exploitation, de la réserve générale, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*Deloitte Haskins + Sells*

DELOITTE HASKINS & SELLS  
Comptables agréés  
Toronto, Canada  
Le 10 mars 1988

Balance Sheet  
December 31  
1987

Bilan  
au 31 décembre  
1987

(\$ thousands)	(milliers de \$)	1987	1986
<b>ASSETS</b>	<b>ACTIF</b>		
Cash and deposits with Bank of Canada	Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	\$ 30,289	\$ 62,560
Securities (Note 3)	Valeurs mobilières (note 3)	626,387	681,068
Loans (Note 4)	Prêts (note 4)	308,300	264,488
Accrued interest and other assets (Note 2)	Intérêts courus et autres éléments d'actif (note 2)	19,306	10,909
		<b>\$984,282</b>	<b>\$1,019,025</b>
<b>LIABILITIES</b>	<b>PASSIF</b>		
Deposits by members	Dépôts des membres	\$373,430	\$ 433,308
Deposits by federal government (Note 5)	Dépôts de l'État fédéral (note 5)	380,550	388,770
Short-term notes payable	Billets à court terme	16,972	15,941
Loans payable (Note 6)	Emprunts (note 6)	116,259	54,450
Accrued interest and other liabilities	Intérêts courus et autres éléments de passif	3,281	4,617
		<b>890,492</b>	<b>897,086</b>
<b>MEMBERS' EQUITY</b>	<b>AVOIR DES MEMBRES</b>		
Paid-up capital (Note 7)	Capital libéré (note 7)	116,024	116,026
General reserve	Réserve générale	-	5,913
Deficit	Déficit	(22,234)	-
		<b>93,790</b>	<b>121,939</b>
		<b>\$984,282</b>	<b>\$1,019,025</b>

Approved by the Board:  
Au nom du conseil,

*Al Corriveau*  
Director/administrateur

*Donald DeLancey*  
Corporate Secretary/Sécréttaire général

Statement of  
Operations  
Year ended  
December 31, 1987

État des résultats  
d'exploitation  
de l'exercice terminé  
le 31 décembre 1987

(\$ thousands)	(milliers de \$)	1987	1986
<b>REVENUE</b>	<b>REVENUS</b>		
Income from securities	Revenus tirés de valeurs mobilières	\$ 73,902	\$61,630
Income from loans	Revenus tirés de prêts	21,650	19,944
Other revenue	Autres revenus	442	6,865
		<b>95,994</b>	<b>88,439</b>
<b>EXPENSES</b>	<b>FRAIS</b>		
Interest	Intérêts	85,242	73,476
Salaries and benefits	Salaires et charges sociales	1,492	1,804
Administration and other	Frais administratifs et autres	1,559	1,792
Provision for loan and investment losses	Provision pour pertes sur prêts et placements	7,825	6,043
		<b>96,118</b>	<b>83,115</b>
(LOSS) INCOME FROM OPERATIONS	(PERTE) BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	(124)	5,324
EXTRAORDINARY ITEM (Note 2)	POSTE EXTRAORDINAIRE (note 2)	(28,023)	-
NET (LOSS) INCOME	(PERTE NETTE) BÉNÉFICE NET	<b>\$ (28,147)</b>	<b>\$ 5,324</b>

Statements of  
General Reserve  
and Deficit  
Year ended  
December 31, 1987

États de la réserve  
générale et du  
déficit  
de l'exercice terminé  
le 31 décembre 1987

(\$ thousands)	(milliers de \$)	1987	1986
<b>GENERAL RESERVE</b>	<b>RÉSERVE GÉNÉRALE</b>		
Balance, beginning of year	Solde au début de l'exercice	\$ 5,913	\$ 7,029
Transfer to deficit/undistributed earnings	Virement au déficit/aux bénéfices non répartis	(5,913)	(1,116)
Balance, end of year	Solde à la fin de l'exercice	\$ -	\$ 5,913
<b>DEFICIT</b>	<b>DÉFICIT</b>		
Net (loss) income	(Perte nette) bénéfice net	\$ (28,147)	\$ 5,324
Transfer from general reserve	Virement de la réserve générale	5,913	1,116
		<b>(22,234)</b>	<b>6,440</b>
Interest on paid-up capital	Intérêts sur le capital libéré	-	6,440
Deficit, end of year	Déficit à la fin de l'exercice	<b>\$ (22,234)</b>	<b>\$ -</b>

Statement of  
Changes in  
Financial Position  
Year ended  
December 31, 1987

État de l'évolution  
de la situation  
financière  
de l'exercice terminé  
le 31 décembre 1987

(\$ thousands)	(milliers de \$)	1987	1986
<b>OPERATING ACTIVITIES</b>	<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
(Loss) income from operations	(Perte) bénéfice d'exploitation	\$ (124)	\$ 5,324
Item not affecting cash - provision for loan and investment losses	Élément n'influant pas sur l'encaisse - provision pour pertes sur prêts et placements	7,825	6,043
		<b>7,701</b>	<b>11,367</b>
Changes in non-cash operating components	Variations des éléments hors caisse		
Decrease in accrued interest and other assets - net	Diminution des intérêts courus et des autres éléments d'actif, nets	1,603	2,897
Decrease in accrued interest and other liabilities	Diminution des intérêts courus et des autres éléments de passif	(1,336)	(5,787)
Cash provided by operating activities	Encaisse provenant de l'exploitation	<b>7,968</b>	<b>8,477</b>
<b>EXTRAORDINARY ITEM (Note 2)</b>	<b>POSTE EXTRAORDINAIRE (note 2)</b>	<b>(38,023)</b>	-
<b>FINANCING ACTIVITIES</b>	<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
(Decrease) increase in deposits by members	(Diminution) augmentation des dépôts des membres	(59,878)	109,222
(Decrease) increase in deposits by federal government	(Diminution) augmentation des dépôts de l'État fédéral	(8,220)	158,096
Increase (decrease) in short-term notes payable	Augmentation (diminution) des billetts à payer à court terme	1,031	(41,578)
Increase (decrease) in loans payable	Augmentation (diminution) des emprunts	61,809	(234,874)
Redemption of paid-up capital	Rachat du capital libéré	(2)	-
Interest on paid-up capital	Intérêts sur le capital libéré	-	(6,440)
Cash used in financing activities	Encaisse utilisée pour le financement	<b>(5,260)</b>	<b>(15,574)</b>
<b>INVESTING ACTIVITIES</b>	<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Decrease (increase) in securities - net of provision for losses	Diminution (augmentation) des valeurs mobilières, moins la provision pour pertes	51,956	(11,697)
(Increase) decrease in loans - net of provision for losses	(Augmentation) diminution des prêts, moins la provision pour pertes	(48,912)	81,128
Cash provided by investing activities	Encaisse provenant de l'investissement	<b>3,044</b>	<b>69,431</b>
<b>NET (DECREASE) INCREASE IN CASH AND DEPOSITS WITH BANK OF CANADA</b>	<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE ET DES DÉPÔTS À LA BANQUE DU CANADA</b>	<b>(32,271)</b>	<b>62,334</b>
CASH AND DEPOSITS WITH BANK OF CANADA, BEGINNING OF YEAR	ENCAISSE ET DÉPÔTS À LA BANQUE DU CANADA, AU DÉBUT	<b>62,560</b>	<b>226</b>
CASH AND DEPOSITS WITH BANK OF CANADA, END OF YEAR	ENCAISSE ET DÉPÔTS À LA BANQUE DU CANADA, À LA FIN	<b>\$30,289</b>	<b>\$ 62,560</b>

## **1. Significant Accounting Policies**

The financial statements have been prepared in accordance with generally accepted accounting principles, and reflect the following policies:

### *Distribution of earnings*

The distributions of earnings, as shown in the statement of deficit/undistributed earnings, are approved by the Board of Directors of the Society subsequent to each year end, to be effective as of the respective year-end dates.

### *Accounting for securities*

Bonds, debentures, notes and mortgages are carried at amortized cost whereby purchase discounts and premiums are amortized to operations over the term to maturity. Stocks are carried at cost. An allowance for losses is provided when there is considered to be a permanent decline in market value.

Gains and losses on disposals of securities are included in income from securities.

### *Properties held for resale*

Properties held for resale represents foreclosed properties and properties transferred to the Society as settlement of unpaid mortgage amounts. The properties are initially recorded at the outstanding balance of the related mortgages and adjusted to net realizable value to recognize any losses as soon as they become apparent.

## **2. Extraordinary Item**

On December 11, 1987, a securities dealer failed to meet its obligation to repurchase certain securities for a fixed price from the Society. The same dealer had an obligation to repurchase additional securities on January 5, 1988. These obligations arose from transactions which were not in accordance with the Society's policies. As a result, the Society sustained a loss of \$38,023,000, prior to any recoveries which may result.

Immediately following the default, the Society entered into an agreement with the Toronto Stock Exchange ("TSE") and the National Contingency Fund ("NCF"), established by the major investment dealers in Canada, to enable the operations of the securities dealer to be liquidated on an orderly basis. Although this process has been substantially completed, investigations being conducted by various authorities are expected to take some time. In return for subordinating its position as creditor to the rights of all other creditors (excepting the NCF) and customers in order to enable the liquidation to proceed, the Society was to have received an immediate cash payment of \$10,000,000 from the NCF. Although payment of this amount has been deferred, management and its

## **1. Principales conventions comptables**

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus et comprennent les conventions suivantes.

### *Répartitions du bénéfice*

Les répartitions du bénéfice, ainsi qu'on l'indique dans l'état du déficit/des bénéfices non répartis, sont approuvées après la fin de chaque exercice par le conseil d'administration de la société, et entrent en vigueur à la date de clôture de chacun des exercices.

### *Comptabilisation des valeurs mobilières*

Les obligations, les débentures, les billets et les emprunts hypothécaires sont comptabilisés à la fraction non amortie du coût, par lequel les escomptes sur achats et les primes sont imputés aux résultats d'exploitation sur la durée des éléments en question jusqu'à l'échéance. Les actions sont comptabilisées au coût. Une provision pour pertes est constituée en cas de fléchissement permanent de la valeur marchande.

Les gains et les pertes sur les aliénations de valeurs mobilières sont portés aux revenus tirés de valeurs mobilières.

### *Biens destinés à la revente*

Les biens destinés à la revente comprennent les biens saisis et les biens cédés à la société à titre de règlement d'emprunts hypothécaires non remboursés. Le montant d'abord comptabilisé au titre des biens correspond au solde impayé des emprunts en cause; il est redressé par la suite à la valeur de réalisation nette des biens en vue de tenir compte de toute perte dès qu'elle se matérialise.

## **2. Poste extraordinaire**

Le 11 décembre 1987, un courtier en valeurs mobilières n'a pas respecté son engagement de racheter certains titres à la société à un prix convenu. Ce même courtier était tenu de racheter des titres supplémentaires le 5 janvier 1988. Ces engagements découlaient d'opérations qui n'étaient pas conformes à la ligne d'action de la société. Par conséquent, la société a subi une perte de 38 023 000 \$. compte non tenu des recouvrements éventuels.

Aussitôt après ce manquement, la société a conclu une entente avec la Bourse de Toronto et le Fonds national de prévoyance (le fonds), constitué par les principaux courtiers en valeurs mobilières au pays, pour permettre la liquidation méthodique des activités du courtier en cause. Ce processus est pratiquement terminé, mais les enquêtes menées par divers organismes de réglementation devraient prendre encore un certain temps. Le fonds devait verser immédiatement 10 000 000 \$ en espèces à la société en contrepartie de la subordination des droits de cette dernière à ceux des autres créanciers (à l'exception du fonds) et clients en vue de permettre la liquidation. Le paiement de ce montant a été reporté, mais la direction et son conseiller juridique croient fermement que l'entente avec la Bourse de Toronto et le fonds est toujours valable et exécutoire. De plus, s'il se révélait nécessaire d'engager des poursuites,

legal counsel firmly believe that the agreement with the TSE and NCF is valid and enforceable. Further, should legal action be required, management and its legal counsel believe that it is very likely that the Society will succeed in such action to recover the full amount of \$10,000,000, plus interest accruing from mid-December 1987.

Accordingly, the amount of \$10,000,000 is recorded on the balance sheet within the caption "Accrued Interest and Other Assets". There is a corresponding reduction reflected in the extraordinary item which is presented in the statement of operations in the amount of \$28,023,000. Adjustments, including potential further recoveries and costs associated with the recovery process, will be recorded as realized or incurred. In particular, the Society has filed a notice of claim under its bonding insurance policy and intends to file a formal claim for \$5,000,000.

### 3. Securities

(\$ thousands)	1987		1986	
	Stated Value	Market Value	Stated Value	Market Value
Government of Canada bonds and treasury bills	\$143,519	\$143,519	\$ 92,516	\$ 92,480
Provincial or provincially-guaranteed bonds	8,352	7,378	8,351	8,147
Chartered bank notes	102,977	102,874	40,000	40,000
Mortgages	408	408	3,438	3,438
Corporate debentures and notes	197,867	191,025	206,215	206,130
Corporate stocks	1,307	1,307	504	504
Overnight investments	149,692	149,692	304,031	304,031
	604,122	596,203	655,055	654,730
Properties held for resale				
Revenue producing	13,007	13,007	13,038	13,038
Non-revenue producing	9,258	9,258	12,975	12,975
	\$626,387	\$618,468	\$681,068	\$680,743

The stated value of non-revenue producing properties includes cumulative write-downs of \$12,528,000 at December 31, 1987 (\$14,740,000 at December 31, 1986).

la direction et son conseiller juridique sont d'avis que la société aurait fort probablement gain de cause et qu'elle recouvrerait le plein montant de 10 000 000 \$ et les intérêts courus depuis la mi-décembre 1987.

Par conséquent, le montant de 10 000 000 \$ est comptabilisé dans le bilan au titre des intérêts courus et des autres éléments d'actif. Une réduction correspondante de 28 023 000 \$ se retrouve dans le poste extraordinaire présenté dans l'état des résultats d'exploitation. Les ajustements du recouvrement prévu, incluant les recouvrements éventuels et les frais connexes, seront comptabilisés lors de leur matérialisation. La société a notamment déposé un avis de réclamation en vertu de son assurance de cautionnement et elle compte déposer une réclamation formelle de 5 000 000 \$.

### 3. Valeurs mobilières

(\$milliers de \$)	1987		1986	
	Valeur attribuée	Valeur marchande	Valeur attribuée	Valeur marchande
Obligations du Canada et bons du trésor	143 519 \$	143 519 \$	92 516 \$	92 480 \$
Obligations d'une province ou garanties par celle-ci	8 352	7 378	8 351	8 147
Billets de banques à charte	102 977	102 874	40 000	40 000
Emprunts hypothécaires	408	408	3 438	3 438
Débentures et billets de sociétés	197 867	191 025	206 215	206 130
Actions de sociétés	1 307	1 307	504	504
Placements au jour le jour	149 692	149 692	304 031	304 031
	604 122	596 203	655 055	654 730
Biens destinés à la revente				
Biens productifs de revenus	13 007	13 007	13 038	13 038
Biens non productifs de revenus	9 258	9 258	12 975	12 975
	626 387 \$	618 468 \$	681 068 \$	680 743 \$

La valeur attribuée des biens non productifs de revenus comprend des moins-values cumulatives de 12 528 000 \$ au 31 décembre 1987 (14 740 000 \$ au 31 décembre 1986).

Overnight investments are represented by securities of equivalent market value plus a margin, owned and held by the Society, which are subject to agreements of resale to various securities dealers. These securities are primarily Government of Canada treasury bills and bankers acceptances.

Certain of the prior year's comparative figures for securities have been reclassified to conform to the current year's presentation.

#### 4. Loans

(\$ thousands)	1987	1986
Members		
Credit union centrals	\$176,550	\$104,274
Other members	114,732	140,955
Canadian Cooperative Agricultural Financial Services – secured by a debenture of \$40,000,000 and an assignment of book debts	17,018	19,259
	<b>\$308,300</b>	<b>\$264,488</b>

Members' loans are secured by floating charge debentures or assignments of book debts. The Society currently provides substantially all of the financing for Canadian Cooperative Agricultural Financial Services, a member organization which provides financing arrangements secured primarily by capital assets.

In 1986 the Society loaned \$44,000,000 to a member central in connection with a temporary financing arrangement involving Canadian Cooperative Leasing Services (the "Leasing Company"), a member of the Society. The loan matures on July 2, 1988 after the terms of the financing arrangement shall have been satisfied. It is intended that the Society will provide financing to the Leasing Company to enable it to discharge its obligations under this arrangement.

At December 31, 1987, the Society has granted lines-of-credit for liquidity purposes in the aggregate amount of \$537,798,000, including amounts loaned. Special fully-secured investment lines-of-credit have also been arranged for the four centrals which clear through the Society, subject to funds being sourced from Receiver General tender deposits.

#### 5. Deposits by Federal Government

The Society is a member of the Canadian Payments Association and is a direct clearer with the Bank of Canada as agent for four of the Provincial Centrals. The Federal Government deposits with the Society funds estimated to represent a specified percentage of total deposits in Canadian financial institutions and makes available other deposits on an auction basis.

Les placements au jour le jour correspondent à des titres d'une valeur équivalente à celle du marché plus une marge, propriété de la société et en sa possession, qui sont assujettis à des conventions de revente conclues avec divers courtiers en valeurs mobilières. Ces titres se composent principalement de bons du trésor du Canada et d'acceptations de banque.

Le classement de certains chiffres de l'exercice précédent a été modifié pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

#### 4. Prêts

(milliers de \$)	1987	1986
Prêts aux membres		
Centrales provinciales	176 550 \$	104 274 \$
Autres membres	114 732	140 955
Prêts à la Canadian Cooperative Agricultural Financial Services – garantis par une débenture de 40 000 000 \$ et par une cession de créances	17 018	19 259
	<b>308 300 \$</b>	<b>264 488 \$</b>

Les prêts aux membres sont garantis par des débentures à charge flottante ou par des cessions de créances. La société pourvoit généralement à la quasi-totalité du financement de la Canadian Cooperative Agricultural Financial Services, entreprise membre qui consent des ententes de financement garanties principalement par des biens en immobilisations.

En 1986, la société a prêté 44 000 000 \$ à une centrale membre concernant une entente de financement temporaire à laquelle participe la Coopérative de Crédit-bail du Canada (la coopérative), membre de la société. Le prêt vient à échéance le 2 juillet 1988, une fois que les conditions de l'entente de financement auront été satisfaites. On prévoit que la société financera la coopérative pour permettre à cette dernière de s'acquitter de son obligation en vertu de l'entente.

Au 31 décembre 1987, la société a octroyé des marges de crédit à des fins de liquidité totalisant 537 798 000 \$, y compris les sommes prêtées. Des marges spéciales de crédit à l'investissement, entièrement garanties, ont également été accordées à quatre centrales qui effectuent leurs opérations de compensation par l'entremise de la société, pourvu que les fonds proviennent des cautionnements de soumission du Receveur général.

#### 5. Dépôts de l'État fédéral

La société est membre de l'Association canadienne des paiements et tient lieu de chambre de compensation auprès de la Banque du Canada pour le compte de quatre des centrales provinciales. L'État fédéral dépose dans la société des fonds correspondant globalement à une fraction précise du montant total des dépôts dans des établissements financiers canadiens et accorde d'autres fonds attribués aux enchères.

**6. Loans Payable**

<i>(\$ thousands)</i>	<b>1987</b>	<b>1986</b>
Revolving underwriting facility with international financial institutions	\$ 87,609	\$20,670
Syndicated term loan of \$20,000,000 U.S. with European co-operative financial institutions	26,150	27,540
Term loan payable of \$5,000,000 U.S. which matured January 1987	-	6,240
8.5% loan payable	2,500	-
	<b>\$116,259</b>	<b>\$54,450</b>

Loans and related interest obligations denominated in U.S. currency are effectively hedged into Canadian dollars.

The Society has established a revolving underwriting facility of \$67,000,000 U.S. which expires in August 1994. Of this total, \$87,609,000 (\$67,000,000 U.S.) had been utilized as at December 31, 1987 and was repaid subsequent to year end. Funds may be borrowed and repaid at the option of the Society, provided that certain covenants, including the maintenance of members' equity of \$110,000,000, are met. Interest is payable and the rate is established on a periodic basis in relation to the London Interbank offering rate.

The syndicated term loan is due in July 1990; however, the Society is entitled to repay it on any of the periodic interest payment dates. The interest rate is established on a periodic basis in relation to the London Interbank offering rate. This loan arrangement also requires the maintenance of members' equity of \$110,000,000.

**7. Paid-up Capital**

	<b>Number of Shares</b>		<b>Amount (\$ thousands)</b>	
	<b>1987</b>	<b>1986</b>	<b>1987</b>	<b>1986</b>
Shares with a par value of \$100 each				
Authorized	2,500,000	2,500,000	\$250,000	\$250,000
Issued	1,160,243	1,160,263	\$116,024	\$116,026

**6. Emprunts**

<i>(milliers de \$)</i>	<b>1987</b>	<b>1986</b>
Accord renouvelable avec des établissements financiers internationaux	87 609 \$	20 670 \$
Emprunt consortial à terme de 20 000 000 \$ US auprès de syndicats financiers européens	26 150	27 540
Emprunt à terme de 5 000 000 \$ US échu en janvier 1987	-	6 240
Emprunt à 8,5 %	2 500	-
	<b>116 259 \$</b>	<b>54 450 \$</b>

Les emprunts et les intérêts connexes en monnaie américaine bénéficient d'une couverture en monnaie canadienne.

La société a conclu un accord renouvelable de 67 000 000 \$ US qui vient à échéance en août 1994 et dont un montant de 87 609 000 \$ (67 000 000 \$ US) a été utilisé au 31 décembre 1987 et a été remboursé après la fin de l'exercice. Les fonds peuvent être empruntés et remboursés au gré de la société, pourvu que certaines clauses soient respectées, et notamment le maintien de l'avoir des membres à 110 000 000 \$. Le taux des intérêts payables est fixé périodiquement selon le taux interbancaire de Londres.

L'emprunt consortial à terme vient à échéance en juillet 1990; toutefois, la société est habilitée à le rembourser à toute date de versement des intérêts. Le taux d'intérêt est fixé périodiquement selon le taux interbancaire de Londres. Cette convention de prêt exige aussi le maintien de l'avoir des membres à 110 000 000 \$.

**7. Capital libéré**

	<b>Nombre d'actions</b>		<b>Montant (milliers de \$)</b>	
	<b>1987</b>	<b>1986</b>	<b>1987</b>	<b>1986</b>
Actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune				
Actions autorisées	2 500 000	2 500 000	250 000 \$	250 000 \$
Actions émises	1 160 243	1 160 263	116 024 \$	116 026 \$

Sur autorisation du conseil d'administration, les actions sont rachetables à un prix égal au moindre du prix d'achat et de la valeur réelle, comme le stipule la Loi sur les associations coopératives de crédit. Selon la loi, de tels rachats sont limités à 10 % des actions émises au cours de tout exercice financier.

Au cours de l'exercice, la société a racheté 20 actions contre 2 000 \$.

On approval of the Board of Directors, shares are redeemable at a price equal to the lesser of the amount paid thereon or actual value, as stated in the Cooperative Credit Associations Act. As required by statute, such redemptions are limited in any fiscal year to 10% of issued shares.

During the year, the Society redeemed 20 shares for \$2,000.

#### **8. Income Taxes**

The Society has incurred losses of approximately \$22,300,000 which are available to reduce future years' taxable incomes until 1994. The tax savings which may result from this item will be recorded when realized.

#### **9. Commitments**

The Society is committed to minimum annual rental payments of \$184,000 in 1988.

#### **10. Borrowing Limit and Lines-of-Credit**

Aggregate borrowings, deposits accepted and debt guarantees granted may not exceed 14 times total members' equity unless otherwise approved by both the Society's Board of Directors and the Office of the Superintendent of Financial Institutions. At December 31, 1987 such obligations outstanding were approximately 9.5 times total members' equity (1986 - 7.4 times).

The Society has available unused lines-of-credit for borrowing in the amount of \$25,000,000, exclusive of its line with the Bank of Canada. As a direct clearer, the Society is required to secure advances against its line-of-credit with the Bank of Canada with government-guaranteed securities.

#### **11. Related Party Transactions**

The Society has 47 shareholder-members, certain of which may be considered related parties as defined by the Canadian Institute of Chartered Accountants. The Society, as a financial co-operative, conducts essentially all of its transactions, except security transactions and external borrowings, with its members and, under agreement, provides administrative and financial services and support to Canadian Cooperative Leasing Services and Canadian Cooperative Agricultural Financial Services, both members of the Society.

#### **8. Impôts sur le revenu**

La société a subi des pertes d'environ 22 300 000 \$ qui peuvent servir à réduire ses revenus imposables des exercices ultérieurs jusqu'en 1994. Les économies d'impôts découlant de l'application éventuelle de ces pertes seront comptabilisées au moment de leur réalisation.

#### **9. Engagements**

La société s'est engagée à payer des loyers annuels minima de 184 000 \$ en 1988.

#### **10. Limites d'emprunt et marges de crédit**

L'ensemble des emprunts, des dépôts et des garanties d'emprunt ne peut passer 14 fois le total de l'avoir des membres sans l'approbation du conseil d'administration de la société et du Surintendant des institutions financières. Au 31 décembre 1987, ces obligations non réglées correspondaient à 9,5 fois environ le total de l'avoir des membres (7,4 fois en 1986).

La société dispose de marges de crédit inutilisées totalisant 25 000 000 \$, sans tenir compte de sa marge de crédit auprès de la Banque du Canada. À titre de chambre de compensation directe, la société est tenu de garantir les avances sur sa marge de crédit auprès de la Banque du Canada avec des titres garantis par l'État.

#### **11. Opérations entre apparentés**

La société compte 47 membres-actionnaires dont certains constituent des apparentés selon la définition que fournit l'Institut Canadien des Comptables Agréés. À titre de syndicat financier, la société conclut la quasi-totalité de ses opérations avec ses membres, sauf les opérations sur les valeurs mobilières et les emprunts à l'extérieur et, en vertu d'une entente, elle fournit de l'aide ainsi que des services administratifs et financiers à deux de ses membres, la Coopérative de Crédit-bail du Canada et la Canadian Cooperative Agricultural Financial Services.

## SUMMARY OF

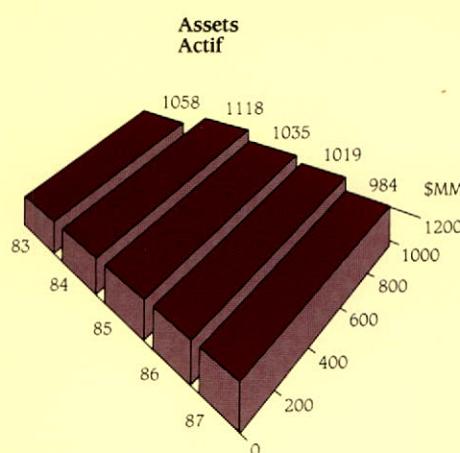
## FINANCIAL

## OPERATIONS

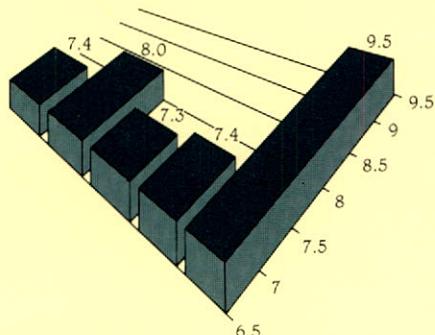
## SOMMAIRE DES

## OPÉRATIONS

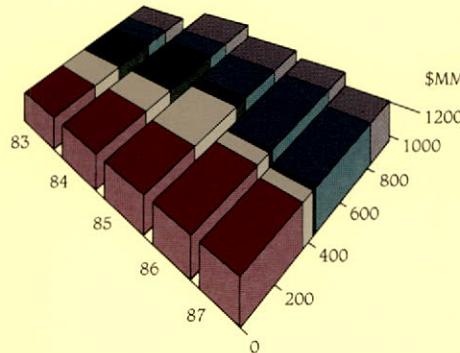
## FINANCIÈRES



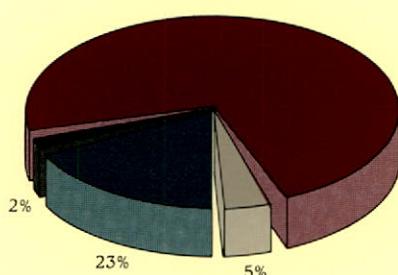
**Leverage:** Debt/Equity  
**Levier:** Passif/avoir des membres



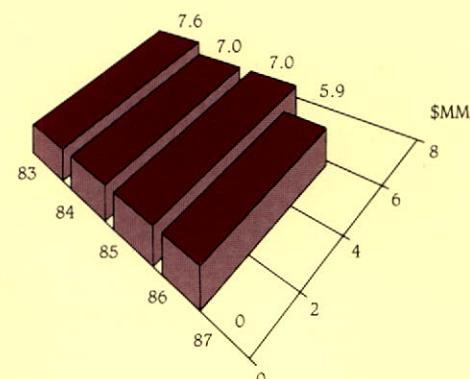
## Liabilities Passif



**Composition of Liquid Assets**  
as at December 31, 1987  
**Composition des Liquidités**  
au 31 décembre 1987



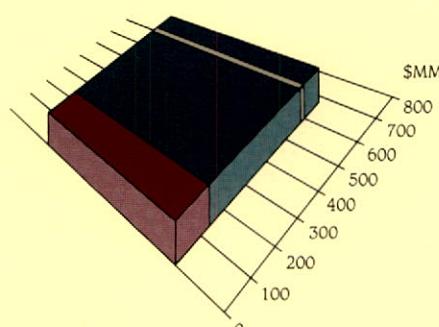
- Deposits with Bank of Canada  
Dépôts à la Banque du Canada
- Floating-rate Bonds  
Obligations à taux flottant
- Fixed-rate Bonds  
Obligations à taux fixe
- Money Market Assets  
Capitaux à court terme



## Reserves Réserves

- Member Deposits  
Dépôts effectués par des membres
- Loans Payable  
Emprunts à rembourser
- Short-term Notes  
Billets à court terme
- Government Deposits  
Dépôts effectués par le gouvernement
- Other  
Autre

**Liquidity**  
as at December 31, 1987  
**Liquidités**  
au 31 décembre 1987



- Statutory Liquidity  
Liquidité prescrit par la loi
- Operating Liquidity  
Liquidité d'exploitation
- Minimum Requirement  
Minimum requis

## REPORT ON



## DEVELOPMENT



## ACTIVITIES



**C**CCS serves as the national trade association for the credit union system. Associational activities are extensive and varied; including activities in the electronic banking, marketing, professional development and communications fields.

In the electronic banking area, CCCS co-ordinates the development of credit union system policy and strategic planning with respect to ATM sharing, EFTPOS (electronic funds transfer at point of sale) and payment card access. CCCS represents the system on the board of directors of the INTERAC® shared ATM network. Planning for the establishment of the credit union system's "node" or switch computer is nearing completion, and the facility is expected to be operational by the target date of June 2, 1988. Credit union members in all provinces may have access to the network, and the system may take part in an EFTPOS pilot to be sponsored by INTERAC® members in 1989. In 1987, CCCS signed an agreement with the U.S.-based PLUS System network, linking Canadian credit union ATMs with 14,000 PLUS ATMs in four countries.

Steps were taken in 1987 towards the design of a national services network. This would involve the integration of the services provided by the national financial co-operatives - CCCS, Co-operative Trust Company of Canada, and the CUMIS and the Co-operators insurance groups. Three committees, established by the CEO Steering Committee, will identify a core package of retail services, recommend a delivery mechanism for distribution of these services and develop a unified data processing strategy built around a common payments network. The committees will present their reports early in 1988, and consultation at all levels of the system will take place throughout the year.

The Society supports credit union planning and professional development. The 1987-88 edition of the popular Credit Union Environmental Scan was released in time for fall planning sessions, and all copies were sold. Economic forecasts and an interest rate survey are provided to credit unions through Centrals on a regular basis. The Canadian Conference for Credit Union Executives in

## RAPPORT SUR



## LE DEVELOPPEMENT



## DES CAISSES



**L**a SCCC joue le rôle d'association nationale du mouvement des caisses. Les activités de cette association sont aussi nombreuses que variées et touchent aux domaines des services bancaires électroniques, de la mise en marché, du développement professionnel et des communications.

Dans le domaine des services bancaires électroniques, la SCCC coordonne le développement de la politique et de la planification stratégique du réseau des caisses sur la question du réseau partagé de guichets automatiques, des VEFTPV (virements électroniques des fonds au point de vente) et de l'accès des cartes de paiement. La SCCC représente également le mouvement des caisses au conseil d'administration du réseau partagé de guichets automatiques INTERAC<sup>MD</sup>. La planification de l'instauration de notre ordinateur nodal tire à sa fin et ce service pourra commencer à fonctionner dès la date prévue, soit le 2 juin 1988. Les membres des caisses de toutes les provinces pourront avoir accès au réseau, et le mouvement pourra participer en 1989 à un projet pilote de VEFTPV commandité par les membres d'INTERAC<sup>MD</sup>. La SCCC a signé en 1987 une entente avec le réseau américain PLUS permettant

de relier les guichets automatiques des caisses canadiennes à plus de 14 000 guichets automatiques de quatre pays.

Nous avons commencé à concevoir et à mettre sur pied en 1987 un système de services financiers intégré au niveau national. Ce système intégrerait les services offerts par les coopératives financières nationales du mouvement des caisses: la SCCC, la Co-operative Trust Company of Canada et les groupes d'assurances CUMIS et The Co-operators. Trois comités, nommés par le comité d'orientation du chef de la direction, seront chargés de déterminer des services de détail de base, de recommander un mécanisme de livraison pour la distribution de ces services et de mettre au point une stratégie unifiée de traitement des données desservant un réseau commun de paiements. Les comités présenteront leur rapport au début de 1988 et des consultations à tous les niveaux du réseau se dérouleront durant toute l'année.

La société soutient la planification et le développement professionnel des caisses. L'édition 1987-88 de notre populaire "Credit Union Environmental Scan" a été publiée à temps pour servir aux sessions de planification de l'automne et tous

Toronto attracted approximately 350 participants from across Canada.

Also within its associational role, the Society served as production coordinator of marketing materials for national marketing projects developed under the auspices of the Interprovincial Marketing Group. The 1988 Credit Union Calendar Campaign, produced and coordinated by CCCS, focussed on "Innovation"; and approximately 600 credit unions participated in the marketing campaign by purchasing calendar products for their members.

In general communications activities, CCCS produces weekly newsletters on competitive pricing information, government developments and general topics of interest to credit union leaders. In 1987, the Society distributed monthly consumer advice columns on financial topics to 700 community (non-daily) newspapers across the country. The "Financial Counsellor" columns will continue in 1988.

In 1987, CCCS welcomed the creation of a new body to serve as the trade association for Canadian co-operatives. The Canadian Co-operative Association (CCA) was formed by merger of the Co-operative Union of Canada with the Co-operative College of Canada. CCCS also maintains contact and, wherever possible, coordinates activities with other co-operative organizations in Canada. These include the *caisse populaire* federations in Manitoba, Ontario and New Brunswick and the Desjardins movement in Quebec.

CCCS hosted 75 international credit union leaders from 40 countries when the Annual Meeting of the World Council of Credit Unions was held in Toronto in August 1987. The Society represents the Canadian credit union system on the WOCCU Membership Council, and our chairman is the Council's second vice president.

les exemplaires en ont été vendus. Nous fournissons régulièrement aux caisses, par l'entremise des centrales, des prévisions économiques et un rapport hebdomadaire sur les taux d'intérêt. La Conférence canadienne des dirigeants de caisses a attiré à Toronto environ 350 participants de tout le Canada.

Dans son rôle d'association, la société a aussi veillé à la coordination de la production du matériel de mise en marché des projets nationaux mis au point sous les auspices du groupe inter-provincial de mise en marché. La campagne du calendrier 1988 des caisses, réalisée et coordonnée par la SCCC, a mis l'accent sur le thème de l'innovation; environ 600 caisses ont participé à cette campagne de mise en marché en achetant des calendriers pour leurs membres.

En ce qui concerne le domaine général des communications, la SCCC a produit des bulletins hebdomadaires portant sur la concurrence des prix, les nouvelles gouvernementales et des sujets d'intérêt pour les dirigeants des caisses. La société a aussi distribué en 1987 des chroniques de conseils financiers à l'intention des consommateurs dans plus de 700 journaux locaux (non quotidiens)

de tout le pays. Les chroniques du "Conseiller financier" continueront de paraître en 1988.

La SCCC a appris avec plaisir la création en 1987 d'une nouvelle association nationale des coopératives canadiennes. La Canadian Co-operative Association (CCA) a en effet été formée de la fusion de l'Union des coopératives du Canada et du Co-operative College of Canada. La SCCC maintient également des liens étroits avec d'autres organismes coopératifs canadiens et coordonne, dans la mesure du possible, ses activités avec les leurs. Ces organismes comprennent les fédérations de caisses populaires du Manitoba, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick et le mouvement Desjardins du Québec.

La SCCC a enfin été l'hôtesse de 75 dirigeants de caisses centrales de 40 pays lors de l'Assemblée annuelle du Conseil mondial des caisses de crédit (WOCCU) tenu à Toronto en août de 1987. La société représente le mouvement canadien des caisses au sein du conseil d'adhésion du WOCCU et notre président du Conseil agit à titre de deuxième vice-président de cet organisme.

## REPORT ON



## GOVERNMENT



## ACTIVITIES



**M**onitoring of issues, formulation of policy and frequent representations to elected officials and civil servants of the federal government are critical elements in fulfillment of the Society's mandate in the government relations area. CCCS coordinates the Legislative Policy Committee, composed of representatives from credit union and *caisse populaire* organizations, which determines the goals of credit union representational efforts.

Government relations focused mainly on the federal government's plans to change the regulatory framework for financial institutions under its jurisdiction. Legislation was approved combining the major regulatory bodies into the Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI) and giving this new body greater supervisory and monitoring powers. CCCS (and the six Centrals registered under the Cooperative Credit Associations Act) now are under the regulatory authority of OSFI. Discussions are continuing with this office and the Department of Finance that will lead to approval of new federal legislation for

credit union organizations and national financial co-operatives in 1988.

A major event took place in 1987 when the government finally responded to the Report of the Task Force on Co-operative Development. The response included the formation of a Co-operative Secretariat to serve as a focal point in government for relations with the co-operative sector.

Despite ministerial rejection in 1987 of a Co-operative Capital Formation Incentive, credit union representatives continued to press for this proposed equivalent to the capital gains tax exemption. Early in 1988, ministerial reconsideration was confirmed.

Taxation also was an important focal point for government affairs activities. CCCS and system representatives presented a brief, which outlined the credit union perspective on the tax reform proposals, to both the House of Commons and Senate committees studying the reforms and took an active role in consulting with government officials to refine the new rules. In addition, regulations are expected in 1988 that would exempt credit unions from withholding taxes on

## RAPPORT SUR



## LES AFFAIRES



## GOVERNEMENTALES



**L'**étude des questions d'actualité, la formulation de politiques et nos nombreuses représentations auprès des députés et des fonctionnaires du gouvernement fédéral sont des éléments cruciaux du mandat de notre société dans le domaine des relations gouvernementales. La SCCC coordonne un Comité des politiques législatives composé de représentants des organismes de caisses de crédit et de caisses populaires, qui établit les objectifs des efforts d'intervention du mouvement des caisses.

Les relations gouvernementales se sont surtout concentrées sur l'intention du gouvernement fédéral de modifier la structure de réglementation des institutions financières sous sa juridiction. Des lois ont été approuvées regroupant les principaux organismes de réglementation au sein du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et dotant ce nouvel organisme de plus grands pouvoirs de supervision et de surveillance. La SCCC et les six centrales figurant dans la Loi sur les associations de coopératives de crédit sont maintenant réglementées par le BSIF. Des pourparlers sont présentement en cours avec le Bureau et le ministère des Finances en vue de l'approbation, en 1988, d'une nouvelle loi sur les

organismes de caisses de crédit et les coopératives financières nationales.

Un événement important et longtemps attendu de 1987 fut la réponse du gouvernement au rapport du groupe d'étude sur le développement coopératif. Cette réponse consiste en la création d'un Secrétariat aux affaires coopératives chapeautant tous les rapports du gouvernement avec le secteur coopératif.

Malgré le refus du ministère, en 1987, de créer un stimulant à la formation de capital coopératif, les représentants des caisses de crédit ont continué de faire des représentations pour cet équivalent de l'exonération pour gains de capital. Nous avons eu la confirmation au début de 1988 que le ministère reconsidérerait la question.

L'impôt a aussi été un point important de nos relations avec le gouvernement. La SCCC et les représentants du réseau ont présenté un mémoire soulignant le point de vue des caisses sur les réformes fiscales proposées, à la fois aux comités de la Chambre des communes et du Sénat qui étudient ces réformes. Ils ont aussi joué un rôle actif en consultation avec les représentants du gouvernement pour affiner ces nouvelles lois. De plus, on s'attend, en 1988, à une nouvelle

payments to non-residents of interest on foreign currency deposits.

CCCS provides support services to Credit Union Stabilization Funds of Canada, a forum of representatives from all provincial stabilization and deposit protection bodies in the country. Several meetings and the group's third annual policy conference were held in 1987. At the conference, delegates endorsed and recommended a set of financial operating standards for credit unions. Stabilization bodies will work with Centrals towards adoption by local credit unions of these standards, which would be the highest of any class of institution in the financial services industry.

réglementation qui exempterait les caisses de crédit des retenues fiscales sur les paiements d'intérêt de dépôts en devises étrangères aux non-résidents.

La SCCC fournit des services de soutien au Fonds de stabilisation des caisses du Canada, une tribune pour les représentants de tous les organismes provinciaux de stabilisation et de protection des dépôts du Canada. Le Fonds a tenu plusieurs réunions ainsi que son troisième congrès annuel sur les politiques en 1987. À ce congrès, les délégués ont entériné un ensemble de normes d'exploitation financière pour les caisses. Les organismes de stabilisation travailleront avec les centrales pour assurer l'adoption par chaque caisse de crédit de ces normes, les plus élevées qui soient dans toutes les institutions de l'industrie des services financiers.

CANADIAN



CO-OPERATIVE



CREDIT



SOCIETY

SOCIÉTÉ



CANADIENNE DE



CRÉDIT



COOPÉRATIF

## CORPORATE MISSION

The Canadian Co-operative Credit Society is the national financial intermediary for the credit union and co-operative movement in Canada and provides responsive services to its member organizations with whom it co-operates in improving economic and social environments.

## MISSION GLOBALE

La Société Canadienne de Crédit Coopératif est l'établissement financier national au service des caisses et des coopératives au Canada avec lesquelles elle collabore à l'amélioration de l'environnement économique et social.

## OBJECTIVES:

1. FINANCIAL: To meet the financial requirements of the movement under all market conditions by building and maintaining a national liquidity facility and providing other financial services as needed.
2. DEVELOPMENT: To participate in, coordinate, encourage and support the leadership and development of the credit union movement.
3. ORGANIZATION: To build and maintain a democratic organization in which the work environment attracts, involves, motivates and develops human resources to serve effectively the needs of its member shareholders.

## OBJECTIFS:

1. FINANCIERS: Répondre aux exigences financières du mouvement, peu importe les conditions du marché, en créant et maintenant une source de liquidités à l'échelon national et en offrant d'autres services financiers au besoin.
2. DEVELOPPEMENT: Coordonner, encourager et soutenir le développement du mouvement des caisses.
3. ORGANISATION: Créer et maintenir une organisation démocratique dont le milieu de travail attire, motive et développe les ressources humaines afin de répondre de façon efficace aux besoins de ses membres-actionnaires.

<i>Chief Executive Officer</i>	Brian Downey	MANAGEMENT
<b>CORPORATE AFFAIRS</b>		
<i>Vice-President</i>	Jonathan J. Guss	
<i>Communications</i>	Ralph Beslin	
<i>Legal Counsel</i>	Carol Robbins	
<i>Taxation Advisor</i>	Gary G. Rogers	
<b>CORPORATE CONTROL</b>		
<i>Vice-President</i>	D. Duncan Newman	
<i>Accounting</i>	Leonard A. White	
<i>Administrative Services</i>	Gale Nolan	
<b>DEVELOPMENT AND ELECTRONIC SERVICES</b>		
<i>Vice-President</i>	Patrick Foster	
		
		<b>STAFF</b>
		

<i>Chef de la direction</i>	Brian Downey	PERSONNEL DE LA DIRECTION
<b>AFFAIRES PUBLIQUES</b>		
<i>Vice-président</i>	Jonathan J. Guss	
<i>Communications</i>	Ralph Beslin	
<i>Conseiller juridique</i>	Carol Robbins	
<i>Conseiller fiscal</i>	Gary G. Rogers	
<b>CONTROLE GENERALE</b>		
<i>Vice-président</i>	D. Duncan Newman	
<i>Comptabilité</i>	Leonard A. White	
<i>Services administratifs</i>	Gale Nolan	
<b>DEVELOPPEMENT ET SERVICES ELECTRONIQUES</b>		
<i>Vice-président</i>	Patrick Foster	
		
		<b>LA DIRECTION</b>
		

► STATISTICS: CREDIT UNIONS  
as at December 31, 1987

Province	Savings	Loans	Assets	Total CUs	Total Locations	Total Members
British Columbia	6,531	5,701	7,200	122	283	988,500
Alberta	2,510	1,585	2,700	113	214	452,800
Saskatchewan	4,150	2,932	4,455	211	356	564,400
Manitoba	2,120	1,691	2,200	94	152	307,000
Ontario	6,845	5,639	7,262	729	1,102	1,612,000
New Brunswick	160	135	175	37	41	60,000
Nova Scotia	360	270	392	105	115	158,000
Prince Edward Island	68	67	83	10	13	30,000
Newfoundland	95	60	100	17	22	30,000
Total	22,839	18,080	24,567	1,438	2,298	4,202,700

Automated Teller Machines (ATMs): 432

► DONNÉES STATISTIQUES: CAISSES POPULAIRES  
au 31 décembre 1987

Province	Épargne	Prêts	Actif	Caisse populaires	Y compris les comptoirs	Membres
Québec	27 216	24 994	29 575	1 345	1 626	4 239 600
Ontario	1 069	823	1 139	56	88	224 300
Manitoba	209	179	221	21	30	32 400
Nouveau-Brunswick	603	533	655	87	87	195 458
Total	29 097	26 529	31 590	1 509	1 831	4 691 758

Guichets automatiques (GA): 466



ADMINISTRATIVE OFFICES  
BUREAUX ADMINISTRATIFS

300 The East Mall  
Toronto (Islington), Ontario  
M9B 6B7  
Telephone/Téléphone: (416) 232-1262  
Telex/Télex: 06967677  
Cable/Câble: COOPCAN

OTTAWA OFFICE  
BUREAU D'OTTAWA

275 Bank  
Suite 400  
Ottawa, Ontario  
K2P 2L6  
Telephone/Téléphone: (613) 238-6747  
Telex/Télex: 053-4406